



MOTION DE L'INTERSYNDICALE DU VAL DE MARNE

Les agents de la DGFIP croulent sous le poids des réformes régressives, des restructurations, des aménagements immobiliers inconséquents, et du manque de moyens humains pour accomplir leurs missions dans des conditions décentes.

Ils souffrent de la perte de sens de leur travail, d'un management obsédé par la satisfaction des indicateurs et qui, à ce titre, prend de plus en plus souvent des tournures infantilisantes et/ou coercitives.

Face à tout cela et à l'absence d'écoute à leurs difficultés, c'est légitimement la colère et "le ras le bol " qui s'expriment.

Les suppressions d'emplois des dernières années, les emplois laissés vacants et la non compensation des temps partiels et absences diverses ont considérablement dégradé les conditions de travail et affaiblissent le Service Public.

Dans tous les services de notre administration nous constatons les difficultés pour les agents de faire un travail de qualité sans les moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions au service du public.

Les missions, liées aux indicateurs, vitrine de la DGFIP, sont les plus prioritaires au détriment du travail de fond et des autres missions toutes aussi importantes.

Ce tableau dressé à grands traits se retrouve dans la plupart des secteurs de la Fonction Publique où sévit la sinistre RGPP qui n'a d'autre finalité que de sacrifier les missions de service public et des outils de solidarité sociale sur l'autel de la réduction des coûts et de l'emploi.

Dans ce contexte, la DGFIP, qui se veut exemplaire, a entériné la suppression de 2569 emplois en 2010.

Cette course folle aux suppressions d'emplois ne peut qu'amplifier les problèmes vécus dans les services et affaiblir davantage l'exercice des missions.

Le Val de Marne est victime de cette véritable agression à hauteur de 64 emplois supprimés pour la DDFIP (38 filière fiscale - 26 filière gestion publique).

Ces suppressions brutales démontrent bien le peu de considération de l'Administration vis à vis de ses agents et des citoyens.

Quid de l'égalité et de la justice fiscale, du respect des droits du Citoyen au regard de l'impôt face à un Service Public qui n'a plus les moyens d'assurer toutes ses missions ?

